



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS SODIA AQUITAINE

Avenue de l'Aquitaine
33560 Sainte-Eulalie

Références : 2026_UD33_CRA_370
Code AIOT : 0005211214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement SAS SODIA AQUITAINE implanté Avenue de l'Aquitaine C/C GRAND TOUR 33560 Sainte-Eulalie. L'inspection a été annoncée le 02/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée avait pour objectif :

- de clarifier la situation administrative du site ;
- de faire un point sur la dépollution du site ;
- de faire le point sur les écarts constatés lors de la dernière inspection du 10/10/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SODIA AQUITAINE
- Avenue de l'Aquitaine C/C GRAND TOUR 33560 Sainte-Eulalie
- Code AIOT : 0005211214
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SODIA AQUITAINE (LECLERC) exploite une station service soumise :

- à enregistrement au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées ;
- à déclaration au titre des rubriques 4718, 1414 et 4734 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Libération foncier SSP
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.9 Annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tableau de classement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 1.2 Annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.4 Annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12 Annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 29/04/2026 a permis de constater :

- que la dépollution du site a été effectuée conformément aux recommandations du rapport de la société BURGEAP du 17/05/2016 ;
- que la quasi totalité des écarts constatés lors de l'inspection précédente ont été soldés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tableau de classement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 1.2 Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier installation classée
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/10/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté.
Constats : <p>Lors de l'inspection du 7 février 2018, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant avait établi son dossier installation classée sous forme papier.</p> <p>Cependant, l'inspection avait constaté que la capacité de 2 cuves ne correspondait pas au dossier initial de la modernisation de la station service. En effet, 3 cuves neuves avaient été mises en place, 1 cuve existante avait été conservée et 2 cuves avaient été inertées. La répartition des carburants dans les 4 réservoirs ainsi que leurs volumes avaient donc été modifiés.</p> <p>L'inspection des installations classées demandait donc, à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- de faire part de la modification de son installation classée au service instructeur des installations classées ;- de fournir la copie des justificatifs correspondants aux modifications (BSD, certificat de nettoyage, dégazage, attestation d'inertage ainsi que le rapport de diagnostic des sols et eaux souterraines réalisé) ;- de fournir à l'inspection les plans à jour de la station service et confirmer le volume exacte de la cuve GPL (11 500 ou 10 000 litres, photo plaque identification cuve). <p>Lors de l'inspection du 10 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- que l'exploitant a fait part des modifications de sa station service, à l'inspection des installations

<p>classées, par courrier du 29/08/2018 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les plans à jour de la station service ont été transmis par courrier du 29/08/2018 ainsi qu'une photo de la plaque de la cuve de GPL indiquant un volume de 11 500 litres ; - qu'un bordereau de suivi de déchets dangereux, un certificat de dégazage et de neutralisation (béton) des cuves, une caractérisation des sols pollués à excaver ont été adressés (rapport du 17/05/2016 de la société BURGEAP), à l'inspection des installations classées, le 9 avril 2018. <p>Le jour de l'inspection de cette installation en date du 10 octobre 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter le dossier d'enregistrement et l'arrêté d'enregistrement de la station service.</p> <p>L'inspection des installations classées demandait donc à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disposer du dossier d'enregistrement et de l'arrêté d'enregistrement de la station service ; - justifier de l'élimination des terres polluées comme préconisé par la société BURGEAP, dans son rapport du 17/05/2016 <p>Lors de l'inspection du 29/04/2026, l'inspection a constaté que les terres polluées avaient été évacuées comme préconisé dans le rapport BURGEAP susvisé en ISDI ou en ISDND.</p> <p>Concernant la situation administrative du site, l'inspection a constaté que le site était soumis à autorisation au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées, qu'il a transmis un dossier modificatif le 7/07/2015, puis fait l'objet d'un donner acte de l'inspection en date du 17/09/2015 précisant que le site est soumis à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - enregistrement au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées ; - déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 4718-2, 1414-3, 4734-1-c de cette même nomenclature. <p>Ce changement de régime résulte de l'évolution de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Lors de cette inspection, l'exploitant a fait une copie de ce donner acte ainsi que du dossier modificatif susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.4 Annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de</p>

provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant.
[...]

La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.

Lorsque l'installation est exploitée en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 10 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les niveaux des réservoirs étaient reportés au centre auto. L'inspection a vérifié ce report. Le niveau de toutes les cuves était bien effectif excepté la cuve de sans plomb 98 pour laquelle il y avait un problème de connexion entre la sonde et le nouvel appareil de contrôle des niveaux. Ce problème était en cours de réparation.

L'inspection des installations classées avait également constaté la présence de boutons poussoirs d'arrêt d'urgence sur chaque appareils de distribution.

L'inspection des installations classées demandait donc à l'exploitant de justifier :

- de la réparation du report du niveau de la cuve de sans plomb 98 vers le centre auto ;
- de la présence de détecteurs de fuite avec alarme.

Lors de l'inspection du 29/04/2026, l'inspection des installations classées a constaté :

- le bon fonctionnement du report du niveau des 7 réservoirs vers le centre auto ;
- la présence de détecteurs de fuite avec alarme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Flexibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 2.2.9 Annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Flexibles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2025

Prescription contrôlée :

Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication.

Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 10 octobre 2025, l'exploitant a indiqué que les flexibles sont gérés par la société MADIC.

L'inspection des installations classées a constaté que les flexibles étaient en bon état.

Néanmoins, l'inspection des installations classées a constaté que certains flexibles sont en contact avec le sol. Ce problème est lié aux usagers qui tirent trop fort les flexibles et brisent les cordelettes destinées à maintenir le flexible à l'enrouleur.

L'inspection des installations classées demandait donc, à l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour que les flexibles ne puissent pas traîner sur l'aire de distribution.

Par mail du 15/12/2025, l'exploitant a indiqué, à l'inspection, que ce problème a été réglé en fournissant des photos l'attestant.

Lors de la visite du 29/04/2026, l'inspection des installations classées a constaté que plusieurs flexibles traînaient encore au sol, et ce malgré les interventions de la société MADIC du 7, 14 et 27 avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour que les flexibles ne puissent pas traîner sur l'aire de distribution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12 Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2025

Prescription contrôlée :

2 appareils incendie DN 100 situés à moins de 100 m doivent être présents.

[...]

Une réserve de produits absorbants > 100 litres doit être présente.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 10/10/2010, l'inspection des installations classées a constaté la présence de deux poteaux incendie à moins de 100 m de la station service et distants de moins de 150 m.

Par contre, l'inspection des installations classées a constaté que certains bacs de produits absorbants étaient quasiment vides.

L'inspection des installations classées demandait donc à l'exploitant de mettre régulièrement à niveau le produit absorbant présent dans les réserves.

Lors de l'inspection du 29 avril 2026, l'inspection des installations classées a constaté que les 6 réserves de produits absorbants étaient suffisamment remplis.

Type de suites proposées : Sans suite